



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale Rouen-Dieppe

Arrêté du 08 NOV. 2023 mettant en demeure le mandataire judiciaire en qualité de liquidateur de la procédure de liquidation judiciaire de la SAS SIVAL à EU de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 et L.171-8 ;
- Vu le livre V du code de l'environnement et notamment ses articles R.512-75-1, R.512-75-2, R.512-66-1 et R.512-39-1 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2022 fixant les modalités de certification prévues aux articles L. 556-1 et L. 556-2 du code de l'environnement, le référentiel, les modalités d'audit, les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et les conditions d'équivalence prévus aux articles R. 512-39-1, R. 512-39-3, R. 512-46-25, R. 512-46-27, R. 512-66-1 et R. 515-106 du code de l'environnement, ainsi que les modèles d'attestation prévus aux articles R. 556-3 et R. 512-75-2 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 juillet 2013 approuvant la régularisation d'une fonderie d'aluminium et d'alliages légers concernant la société SIVAL Fonderies à Eu ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 23-035 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le jugement du tribunal de commerce de Dieppe du 30 novembre 2022 désignant Maître Philippe LEBLAY liquidateur de la procédure de liquidation judiciaire de la SAS SIVAL (RCS 508 367 752) établi 46 Rampe Beauvoisine à Rouen ;
- Vu le courrier du 14 juin 2023 de Maître LEBLAY au préfet informant l'autorité administrative de sa qualité de liquidateur de la procédure de liquidation judiciaire de la SAS SIVAL et précisant la non connaissance de déchets restés sur place ;
- Vu le courrier du 12 juillet 2023 de la DREAL de Normandie rappelant au liquidateur ses obligations en matière de cessation des activités ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 4 octobre 2023 ;

Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant représenté par Maître LEBLAY en sa qualité de mandataire judiciaire ;

CONSIDÉRANT :

qu'à l'occasion de la visite de l'établissement exploité par la société SIVAL Fonderies le 11 septembre 2023, l'inspection des installations classées a constaté que l'activité de l'exploitant a définitivement cessé ;

qu'à cette date, l'inspection des installations classées n'avait pas reçu de notification de cessation d'activité ;

que le jour de la visite, il restait un volume important de déchets dans l'établissement, dont des déchets dangereux, et que le site n'était pas mis en sécurité ;

que ces faits constituent des manquements aux dispositions suivantes des articles R.512-39-1, R 512-75-1 et R.512-75-2 du code de l'environnement ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SAS SIVAL, représentée par le mandataire judiciaire en sa qualité de liquidateur de la procédure de liquidation judiciaire, de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour cet établissement situé sur la commune d'Eu ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société SIVAL Fonderies sise Route de Saint-Pierre-en-Val à Eu, représentée par le mandataire judiciaire en sa qualité de liquidateur de la procédure de liquidation judiciaire de la SAS SIVAL, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

- **sous un mois** à compter de la notification du présent arrêté : l'article R.512-39-1- I et II du code de l'environnement en notifiant au préfet la date d'arrêt définitif des installations. La notification doit indiquer les mesures prévues ainsi que le calendrier associé pour assurer la mise en sécurité du site. La prescription est réputée satisfaite à la réception de la notification ;
- **sous deux mois** à compter de la notification du présent arrêté : l'article R. 512-75-1-IV du code de l'environnement et l'article 1-5-6 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2013 en organisant la mise en sécurité du site qui comporte, a minima, les mesures suivantes :
 - l'évacuation des déchets dangereux, dont les fûts restés sur site, le transformateur au PCB, les moules en bois traité et autres matières combustibles, dans des filières adaptées et dûment autorisées ,
 - la gestion des déchets présents sur le site,
 - la vidange des fosses,
 - la sécurisation des accès autour des fosses et du trou dans la dalle à l'atelier fusion,
 - les interdictions ou limitations des accès au site,
 - la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
 - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
- **sous trois mois** à compter de la notification du présent arrêté : l'article R.512-39-1-III du code de l'environnement en faisant attester la mise en sécurité du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués. La prescription est réputée satisfaite à la réception de l'attestation de mise en sécurité.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 3

Conformément aux dispositions de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Eu pendant une durée minimum d'un mois.

Article 6

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de l'arrondissement de DIEPPE, le maire de la commune d'Eu, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à Maître LEBLAY, mandataire judiciaire désigné pour la liquidation de la SAS SIVAL .

Fait à ROUEN, le **08 NOV. 2023**

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint



Aurélien DIOUF